Projet de règlement grand-ducal

fixant les modalités de l'abattement sur la contribution dépendance et sur l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire.

Avis du Conseil d'État

(30 juin 2015)

Par dépêche du 20 avril 2015, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Le texte du projet de règlement, élaboré par le ministre de la Sécurité sociale, était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche financière, ainsi que d'une fiche d'évaluation d'impact.

Par dépêches respectivement des 18 et 24 juin 2015, les avis de la Chambre des salariés et de la Chambre de commerce ont été communiqués au Conseil d'État.

La loi modifiée du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 a introduit un impôt d'équilibrage budgétaire temporaire dont l'assiette est constituée par les revenus professionnels, les revenus de remplacement et les revenus du patrimoine. L'assiette mensuelle est réduite d'un abattement correspondant au salaire social minimum pour les assujettis salariés et pensionnés et à trois-quarts dudit salaire pour les assujettis non salariés.

L'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire s'apparente, en ce qui concerne l'assiette et l'abattement, à la contribution dépendance. À l'instar de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 28 avril 2011 fixant les modalités de l'abattement sur la contribution dépendance et sur la contribution de crise, le règlement grand-ducal sous avis prévoit que l'abattement sur la contribution dépendance et sur le nouvel impôt d'équilibrage budgétaire temporaire est proratisé en fonction du nombre d'heures déclarées par rapport à 173 heures, si la durée du travail au service d'un employeur est inférieure à 150 heures pour un mois de calendrier. C'est donc à bon escient que les auteurs du projet envisagent l'extension des règles prévues par le règlement grand-ducal précité du 28 avril 2011 à l'abattement prévu pour l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire.

Par ailleurs, les dispositions concernant l'abattement sur la contribution de crise sont annulées en raison de la suppression de ladite contribution en 2012.

Quant au fond, le projet de règlement grand-ducal sous avis n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

Quant à la forme, il y a lieu d'écrire « loi modifiée du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 », tant à l'endroit du préambule, qu'à l'endroit de l'article 1^{er} du projet sous examen.¹

Ainsi délibéré en séance plénière, le 30 juin 2015.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

La Présidente,

s. Viviane Ecker

¹ Loi du 31 mai 2015 portant rectification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2015.